
Courrier



International

Traduction de *Correo Internacional*, n°112 - Publication de la LIT-QI

0,50 €

www.litci.org - litia1.be@tiscali.be

éd. Resp. : Jan Talpe- rue de l'élan, 73, B10 – 1170 Bruxelles

La Bolivie montre les alternatives pour l'Amérique Latine :



La situation bolivienne actuelle, où la lutte des masses a encore renversé un président, tout comme la récente chute de Lucio Gutiérrez en Equateur, montre que l'Amérique Latine est toujours un des centres de la lutte des classes dans le monde. Nous pouvons affirmer qu'il ne s'agit pas de situations isolées dans tel ou tel pays mais d'un processus continental qui, au-delà des différences nationales, présente des éléments communs évidents.

La crise énergétique et les projets de colonisation impérialistes

La propriété et l'exploitation des grands gisements d'hydrocarbures du pays ont été la question centrale qui a mené les masses boliviennes à s'affronter aux gouvernements de Sánchez de Lozada et de Carlos Mesa. Ce n'est pas un sujet de moindre importance : la Bolivie possède la plus grande réserve de gaz d'Amérique Latine, après le Venezuela. Dans cette bataille, deux camps principaux s'affrontent. D'une part, l'impérialisme yankee cherche à s'assurer du contrôle et de l'exploitation sans restriction des sources énergétiques latino-américaines. D'autre part, en lui faisant face avec leur lutte, les travailleurs et le peuple boliviens revendiquent la propriété étatique des hydrocarbures, ainsi que leur exploitation et leur commercialisation au bénéfice du pays et du peuple.

Pour l'impérialisme, le contrôle des hydrocarbures et des sources d'énergie est un sujet de premier ordre : tous les analystes considèrent que, si le niveau actuel de consommation se maintient, les Etats-Unis se dirigent vers une crise énergétique et un problème d'approvisionnement interne d'hydrocarbures à court terme. C'est pourquoi l'impérialisme a promu une série de politiques et d'outils colonisateurs en Amérique Latine, telle que la privatisation des entreprises pétrolières étatiques. Par exemple en Argentine, où l'entreprise espagnole Repsol a acheté YPF. En Bolivie, des contrats de rapine ont accordé la propriété aux transnationales. Dans d'autres pays, les entreprises restent aux mains de l'état, mais on a imposé une privatisation indirecte, avec des concessions de secteurs d'exploitation, de traitement, de transport et de commercialisation. Une partie croissante du marché passe aux mains d'entreprises étrangères, comme au Venezuela, en Equateur, au Mexique et au Brésil.

Parallèlement à cela, l'impérialisme promeut des projets comme le PPP (Plan Puebla - Panama) et l'IIRSA (Initiative pour l'Intégration Régionale Sud-américaine) qui cherchent à garantir l'infrastructure pour l'extraction, le traitement et le transport de ces ressources naturelles depuis la Terre de Feu, dans le sud de l'Argentine, jusqu'à Puebla, dans le Nord du Mexique, où comme par hasard, cette infrastructure peut être reliée à des réseaux électriques, des gazoducs et des oléoducs qui débouchent en Californie et au Texas.

La ZLEA (Zone de libre Echange d'Amérique) va dans le même sens, comme cadre politique et juridique qui "légalise" tout le processus colonisateur : son statut annonce que les ressources naturelles sont de "propriété continentale". Mais, confrontés à quelques difficultés avec la ZLEA, les Etats-Unis ont mis en œuvre des accords bilatéraux ou régionaux : les TLC (Traités de Libre Commerce), qui permettent de construire une ZLEA "par modules". Ce n'est donc pas un hasard si la lutte pour le contrôle des hydrocarbures est le centre de la réalité bolivienne, et que la résistance populaire contre les TLC se manifeste avec force en Equateur et dans plusieurs pays de l'Amérique centrale, comme en Honduras et au Costa Rica.

Le rôle du Brésil

Dans ce cadre, il est nécessaire d'analyser le nouveau rôle du Brésil dans la région, qui commence à être une espèce "de sous-métropole régionale". D'une part, il est recolonisé par les puissances impérialistes et subit le même pillage de richesses que les autres pays latino-américains. Mais, en même temps, sa bourgeoisie agit comme une espèce de "partenaire secondaire" dans l'exploitation d'autres pays plus faibles, en recevant, en échange, quelques miettes plus importantes.

En ce sens, le rôle de la compagnie pétrolière brésilienne Petrobras, en Bolivie, est très clair : à travers des concessions d'exploitation de pétrole et de gaz, Petrobras contrôle presque 20% du PBI et 40% des exportations boliviennes. Tout comme n'importe quelle entreprise impérialiste, elle pille des richesses et rapporte de fabuleux profits à sa maison mère. C'est pourquoi elle s'oppose totalement à l'étatisation des hydrocarbures. Récemment, tout comme les autres entreprises impérialistes (avec lesquelles elle agit souvent en associé), elle a menacé de quitter la Bolivie si on ne lui garantissait pas "ses investissements et leur rentabilité". L'influence économique du Brésil ne se limite pas au secteur des hydrocarbures : on calcule que 35% des terres productrices de soja de Santa Cruz de la Sierra sont propriétés de bourgeois brésiliens.

Le nouveau rôle du Brésil apparaît aussi aux niveaux politique et militaire. Lula agit par exemple comme un "pompier régional" prêt à collaborer pour éteindre toute incendie causée par la lutte de classes, comme cela a été le cas au Venezuela en 2002 ou, actuellement, en Bolivie même. En outre, en envoyant des soldats à Haïti, il a été "un bras armé auxiliaire" de l'impérialisme américain. Ceci a permis à Bush de disposer de davantage de troupes pour l'Iraq. Les soldats brésiliens, déguisés en "troupes de paix de l'ONU", agissent comme n'importe quelle armée d'occupation : ils répriment et violent les droits de l'Homme du peuple haïtien, comme on vient récemment de le dénoncer publiquement.

Pour revenir à la Bolivie, ce n'est donc pas un hasard si tout comme les entreprises impérialistes yankees, britanniques et espagnoles, Petrobras hérite d'une haine croissante du peuple bolivien. De plus en plus de mobilisations des travailleurs et des paysans la prennent pour cible. Dans cette confrontation, **la LIT-QI (Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale) n'est pas neutre et soutient pleinement la lutte du peuple bolivien pour la nationalisation et l'expropriation, sans paiement, des biens de Petrobras en Bolivie.** C'est pourquoi le PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié), a entamé une campagne en ce sens.

La campagne du PSTU

Face à la lutte des travailleurs et des paysans boliviens et du rôle joué par Petrobras dans ce pays, le PSTU (la section brésilienne de la LIT-QI) a lancé une campagne entre les travailleurs et les syndicats du Brésil, en proposant d'approuver les motions suivantes:

- Soutien total à la lutte des travailleurs et des paysans boliviens.
- Soutien total à leur revendication de la nationalisation du gaz (y compris l'expropriation sans paiement de Petrobras et des multinationales qui agissent en Bolivie).
- Contre toutes tentatives de diviser la Bolivie.

Santa Cruz de la Sierra : une autonomie réactionnaire et pro-impérialiste

Les problèmes de la bourgeoisie bolivienne ne se limitent pas à devoir faire face à un mouvement de masse combatif. **La bourgeoisie de Santa Cruz de la Sierra** (tirant profit d'un sentiment autonomiste des peuples de l'intérieur contre le centralisme politique et administratif de La Paz) **exige une autonomie régionale beaucoup plus grande, une exigence qui commence à s'étendre aussi à Tarija.** Dans ce cadre, elle a convoqué à un référendum astreignant pour le 12 août, le même jour de l'élection des maires, sans accord avec le gouvernement central. Jusqu'à présent, le Parlement a fait traîner les choses en longueur.

Cette exigence d'autonomie trouve son origine dans des raisons économiques et politiques profondes. Les deux départements comptent pour seulement 20% de la population bolivienne, mais produisent 40% du PIB national et 60% des exportations. Ils possèdent les principaux gisements d'hydrocarbures. En outre, les plus grands propriétaires fonciers se trouvent à Santa Cruz et une

intense production de soja s'y développe. Une partie importante de cette richesse est appropriée par la bourgeoisie de l'Altiplano et, par l'intermédiaire des impôts nationaux, dans celle du gouvernement central de La Paz. Derrière la lutte pour l'autonomie se cache donc l'intention de ces bourgeoisies régionales d'obtenir une part beaucoup plus grande du butin, au désavantage de l'Altiplano "pauvre".

En même temps, l'autonomie leur permettrait d'avoir à la fois les "mains libres" pour s'arranger directement avec l'impérialisme et protéger leurs grandes propriétés de l'occupation de terres par les paysans pauvres. Au niveau de la lutte des classes, il y a, à Santa Cruz, une situation relativement plus "tranquille" que dans le reste du pays, puisque la bourgeoisie y maintient encore un plus grand contrôle sur les masses. L'autonomie cherche à "préserver" la région de l'instabilité bolivienne permanente, créée essentiellement par les luttes des masses. Mais la "contagion" se produit déjà : des mobilisations combattives d'enseignants, de travailleurs de la santé et de paysans de Santa Cruz ont commencé à unir leurs revendications à celles du reste du peuple bolivien, rejetant la position de la bourgeoisie régionale. La bourgeoisie de Santa Cruz cherche à mettre en échec le processus révolutionnaire en cours dans le pays et, dans ce cadre, à obtenir l'autonomie pour livrer les ressources naturelles à l'impérialisme et à Petrobras.



Cette politique, probablement encouragée par les Etats-Unis et le Brésil, a objectivement une dynamique séparatiste et de division du pays. Mais même sans arriver à cet extrême, son développement représenterait un coup dur pour la bourgeoisie de l'Altiplano et pour le gouvernement central. C'est pourquoi ces derniers s'opposent clairement à cette politique, au même titre d'ailleurs que le commandement de l'Armée. Pour le moment le conflit est "pacifique", mais son développement peut potentiellement mener à de dures confrontations (y compris militaires) et à une rupture de la bourgeoisie qui accentuerait encore plus la situation déjà explosive du pays.

Mais il ne s'agit pas seulement d'une confrontation entre des secteurs bourgeois. L'autonomie qu'exigent ces bourgeoisies régionales ne reflète pas la juste exigence d'une nationalité opprimée. Au contraire, cette autonomie (et plus encore, la division du pays) est une attaque à l'ensemble du peuple bolivien. Son objectif est en effet la cession totale des hydrocarbures et un plus grand enrichissement de la bourgeoisie régionale. C'est pourquoi, **en tant que révolutionnaires, nous devons nous y opposer et soutenir la juste lutte de la majorité du peuple bolivien pour maintenir l'unité géographique du pays.** La meilleure façon de le faire est d'imposer une issue ouvrière et paysanne à la situation actuelle. C'est ainsi que s'est clairement prononcé le MST.

Les propositions du MST bolivien

Le MST (Mouvement Socialiste des Travailleurs), la section bolivienne de la LIT-QI, participe activement dans la mobilisation ouvrière, paysanne et populaire. Dans deux déclarations, celles du 26 mai et du 6 juin, ses propositions centrales sont : Mesa et le parlement dehors ! Le dialogue est un piège ! Nationaliser le gaz sans indemnité ! Gouvernement des organisations en lutte avec la COB à la tête !

Dans ces textes, le MST dit :

"La mobilisation ouvrière, paysanne et populaire croissante pour la nationalisation des hydrocarbures a mis sens dessus dessous le plan du gouvernement, en reprenant les luttes inachevées d'octobre. De cette manière, une grave crise de pouvoir s'est ouverte. Ni le gouvernement ni le parlement ne sont en condition de lui faire face. Le discrédit des deux institutions croît aux yeux des travailleurs et du peuple. En faillite totale, ils ont recouru à l'Eglise pour chercher une issue. Cette institution offre ses bons offices, comme elle l'a fait lors de la crise de 1985, pour sauver la bourgeoisie et les transnationales. (...) Il s'agit d'un piège pour diviser les travailleurs et pour chercher une alternative de solution à la crise du gouvernement, du parlement et de la bourgeoisie. Toute alternative, comme l'avancement des élections, sert à maîtriser la tempête et maintenir le pouvoir des transnationales.

Nous croyons que c'est le moment propice pour imposer nos revendications (...) Pas en arrière ! Plus que jamais, centraliser et unifier les luttes. Etendre la grève générale avec des blocages au niveau national. Occuper les puits pétroliers comme dans le Chaco. Non au piège du dialogue ! L'objectif central est d'imposer la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures. (...) Le combat pour la nationalisation nous mène nécessairement à la lutte pour le pouvoir, parce qu'on ne peut pas espérer des maîtres du pillage à la solde de l'impérialisme qu'ils aillent nationaliser le gaz. Et en ce moment, quand la crise de la bourgeoisie est mise à nu et qu'elle cherche désespérément des voies alternatives, toutes pro-impérialistes, qui doit gouverner ? (...) Quant à nous, nous disons : c'est nous qui devons gouverner, nous qui sommes dans la rue pour la nationalisation, qui avons mis en échec le gouvernement et le parlement et les avons mis au pied du mur ; nous, c'est-à-dire, la FEJUVE (Fédération des associations de voisins), la COR (Centrale Ouvrière Régionale), la CSUTCB (Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de Bolivie) et les autres organisations à la tête de la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne). Aucune issue qui proviennent du dialogue de l'Eglise, ni d'issue civico-militaire du genre Chávez (nous rejetons cette proposition collaborationniste du camarade Solares), mais un gouvernement de classe, des travailleurs et des paysans, sans bourgeois ni militaires "patriotes". Que les militaires et les policiers de base rejoignent cette tâche sous le commandement de la COB. La COB et d'autres organisations doivent convoquer, à la chaleur de la lutte, une Réunion pour voter cette issue. Le Conseil municipal de la FEJUVE doit voter pour cette issue. C'est seulement ainsi que le front contre-révolutionnaire du pillage à la solde de l'impérialisme, des divisionnismes dirigés par l'oligarchie de Santa Cruz et sa lâche jeunesse fasciste pourront être écrasés. Cette alternative de classe, il faut l'imposer maintenant, en exigeant des directions majoritaires qu'elles rompent avec les issues bourgeoises en crise, ou qu'elles soient remplacées. Un gouvernement qui nationalise les hydrocarbures sans indemnisation, annule la loi 21060, cesse de payer la dette externe, cède la terre aux paysans, rompt avec le FMI et convoque à une Constituante démocratique qui approuve ces mesures".

La lutte des masses et la trahison des directions

Il est impossible de comprendre "l'instabilité" permanente de la politique bourgeoise bolivienne sans considérer un facteur essentiel : la lutte des masses, qui ont fait preuve de combativité et d'héroïsme dans d'innombrables affrontements, depuis la révolution de 1952 jusqu'à aujourd'hui. C'est cette lutte qui a, par exemple, fait face à la politique du gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada de consolider et d'approfondir la cession des hydrocarbures, et qui a renversé ce même gouvernement en octobre 2003.

Si cette lutte, qui avait reconstitué à la COB comme alternative de pouvoir, n'a pas avancé **jusqu'à présent** vers la prise du pouvoir par les travailleurs et le peuple, c'est à cause de la trahison des directions majoritaires, expertes dans le jeu de diriger les processus pour les trahir. Après la chute de Sánchez de Lozada, ces directions ont freiné la lutte et ont permis que Carlos Mesa, élu par un Parlement sans aucune représentativité, assume le pouvoir. Ils ont donc soutenu la "continuité institutionnelle bourgeoise" dans le pays.

Evo Morales et le MAS (la principale force politique bolivienne) ont carrément soutenu Mesa. La direction de Jaime Solares dans la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne) et le dirigeant paysan Felipe Quispe (du Mouvement Indigène Pachakutik) se sont déclarés en "opposition", mais ils ont défini une longue trêve qui a permis de mener le référendum trompeur sur le gaz et de consolider le gouvernement. Cette année, face à la première démission présentée par Mesa au Congrès il y a quelques mois, les députés du MAS et du Pachakutik ont voté pour la permanence de Mesa à son poste.

La même chose a eu lieu en Equateur en janvier 2000. Face à la politique du président Noboa de dollarisation de l'économie, une puissante lutte révolutionnaire de masses a renversé le gouvernement, a divisé l'Armée et est même arrivée à créer des organismes de double pouvoir, comme le Parlement des Peuples. Mais les principales directions du mouvement, la CONAIE (Confédération de Nationalités Indigènes de l'Equateur) et le PCML (Parti Communiste Marxiste Léniniste) ont remis le pouvoir aux mains du colonel Lucio Gutiérrez (dirigeant du secteur militaire qui avait soutenu l'insurrection). Ce dernier a, à son tour, transféré le pouvoir au sommet de l'Armée qui a, quant à elle, approuvé que le vice-président assume le pouvoir. Autrement dit, à travers des mécanismes plus compliqués qu'en Bolivie, ces directions ont aussi soutenu la "continuité institutionnelle bourgeoise". Les élections qui ont suivi ont été gagnées par Lucio Gutiérrez, et les dirigeants de la CONAIE et du PCML lui ont emboîté le pas en faisant partie de son gouvernement.



Mineur portant sur son casque un bâton de dynamite

Les gouvernements de front populaire

Les gouvernements bourgeois de Lucio Gutiérrez et de Carlos Mesa ont été très semblables. Premièrement, ils sont apparus, de manière directe ou indirecte, comme le résultat de processus

révolutionnaires et ils ont du gouverner dans ce cadre, ce qui les a rendus très faibles (ou *kerenskistes* - terme utilisé en Russie en 1917). Deuxièmement, le gouvernement de Lucio Gutiérrez a été clairement de front populaire : un gouvernement bourgeois constitué par des dirigeants et des organisations ouvrières et populaires. Celui de Mesa, bien qu'il n'ait pas été de front populaire dans la forme, il l'était dans le contenu car Evo Morales était, de fait, son principal soutien. Normalement, l'impérialisme et les bourgeoisies nationales préfèrent éviter ce mécanisme mais ils y font cependant appel dans certaines situations. C'est le cas en Bolivie et en Equateur, afin que les directions mêmes du mouvement de masses aident à démonter ou à amortir les processus révolutionnaires existants.

Enfin, les deux gouvernements ont appliqué des politiques pro-impérialistes égales, voire pires, que celles de leurs prédécesseurs. Gutiérrez a mené à fond la dollarisation et le paiement de la dette externe, Mesa a maintenu la privatisation et la cession des hydrocarbures. Mais cette politique a ravivé la lutte du mouvement de masses qui, une fois la confusion ou les espoirs initiaux passés, a commencé à leur faire face en débordant les directions. Dans les deux cas, cette lutte a obligé les dirigeants et les organisations ouvrières et populaires à abandonner le gouvernement ou à cesser de le soutenir. C'est ce qui s'est passé avec la CONAIE et le PCML en Equateur, et avec Evo Morales et le MAS en Bolivie. A partir de ce moment, ces gouvernements sont devenus faibles à l'extrême, sans aucun pouvoir politique ni base sociale propres. Dans une large mesure, ils étaient à la dérive au milieu de la bataille des forces sociales et économiques principales et finalement, ils sont tombés.

Une autre similitude entre les deux pays est que, dans la mesure où la bourgeoisie et l'impérialisme ne peuvent pas imposer leur "ordre", et que les travailleurs et les masses ne parviennent pas à avancer vers une issue qui leur est propre, les processus révolutionnaires entrent dans une **dynamique récurrente**, de répétition de situations de lutte contre des politiques et des gouvernements semblables.

La question de l'Assemblée Constituante

Après une période de retour en arrière relatif et de confusion, les masses boliviennes sont retournées dans la rue et ont de nouveau combattu pour la nationalisation sans paiement des hydrocarbures, comme axe central de leur lutte. Les paysans pauvres et les nationalités indigènes réclament aussi la convocation à une Assemblée Constituante, parce qu'ils la voient comme une façon d'examiner les grands problèmes du pays et d'être les protagonistes de ces décisions nationales. Il s'agit, entre autres, de la question de la propriété des hydrocarbures, de la réforme agraire, des droits des nations indigènes ou de l'unité du pays. De ce point de vue, il s'agit d'une aspiration démocratique totalement légitime.

Mais en Bolivie, où le pouvoir se décide dans la rue, la bourgeoisie et l'impérialisme essayent et essayeront d'utiliser ces espoirs avec la collaboration d'Evo Morales, pour mener le processus révolutionnaire dans l'impasse mortelle des institutions bourgeoises. Il est indispensable de combattre ce piège par une issue de classe, de la classe ouvrière et du peuple. Pour y arriver, et étant donné que les paysans et les indigènes boliviens voient l'Assemblée Constituante comme une issue pour obtenir leurs revendications, il faut avoir une tactique face à elle. Les révolutionnaires ne doivent pas laisser ces revendications démocratiques entre les mains des directions capitulardes ou de la bourgeoisie. D'abord, la COB doit prendre cette exigence comme une façon d'unifier la lutte.

Voyons comment ont agi les bolcheviques russes à ce propos en 1917. La stratégie était le renforcement et le développement des organismes de pouvoir ouvrier (les soviets russes ou la COB), avec la perspective de la prise du pouvoir. Dans ce cadre, et subordonné à lui, on répondait à ceux qui avaient confiance dans la Constituante en indiquant que ces demandes justes ne pourraient pas être résolues par "la constituante de la bourgeoisie et du gouvernement" parce qu'elle serait truquée, antidémocratique et frauduleuse. Une Constituante convoquée par les travailleurs organisés pourrait garantir ces demandes. En Bolivie, la question centrale est donc de se battre pour un gouvernement ouvrier, paysan et populaire, dirigé par la COB, qui est seule capable de garantir une Constituante véritablement démocratique. Mais si le gouvernement bourgeois ou le Parlement convoquent à la

Constituante, il faut y intervenir avec une politique révolutionnaire qui peut mettre en échec le piège bourgeois.

La "crise révolutionnaire"

La lutte ouvrière et populaire a imposé la démission de Mesa et mis en échec le parlement. Dans les faits, les masses sont arrivées à avoir le contrôle de la plus grande partie du pays et de La Paz : le parlement bourgeois n'a même pas pu se réunir dans cette ville et a déménagé à Sucre, loin de l'insurrection populaire. Et même à cet endroit, il n'a pas pu échapper à cette pression. En même temps, avec leurs actions comme l'occupation du site pétrolier de El Alto et des gisements pétroliers et de gaz, les masses montrent le chemin pour nationaliser les hydrocarbures. De fait, elles ont commencé à récupérer la propriété de cette richesse pour la Bolivie et à décider quelle utilisation il fallait en faire. Le problème du pouvoir a été de nouveau à l'ordre du jour, et ce de manière encore plus intense qu'en octobre 2003. Qui doit gouverner en Bolivie et avec quelle politique ?



Dans ce cadre, la bourgeoisie bolivienne et l'impérialisme ont examiné différentes alternatives pour essayer de "régulariser" le pays. Une d'entre elles, impulsée par l'Eglise et soutenue par Evo Morales, est celle qui est en train d'être appliquée maintenant : la démission de Mesa et des chefs des Chambres parlementaires. De cette manière, Eduardo Rodriguez, président de la Cour Suprême, assumerait le pouvoir et convoquerait à des élections présidentielles anticipées. Mais le président du Sénat, Hormando Vaca Diez de Santa Cruz, un des politiciens les plus discrédités du pays, a essayé un autre jeu : assumer lui-même la présidence, selon la "lettre" de la constitution, avec le soutien des vieux partis patronaux (MNR, MIR, NFR) et de la bourgeoisie de Santa Cruz. Cette rupture a finalement créé un vide de pouvoir de la bourgeoisie. Un moment du processus que nous appelons "crise révolutionnaire" parce que, dans le cadre de la mobilisation révolutionnaire des masses, le pouvoir est "vacant". Conscient de ce danger, la majorité de la bourgeoisie, l'Eglise et l'impérialisme ont fait pression sur Vaca Diez et ont obtenu sa démission, ainsi que celle de Mario Cossio, président de la Chambre de Députés. Finalement, Eduardo Rodriguez a assumé la présidence et a annoncé des élections présidentielles dans 6 mois.

L'intention est claire : parvenir à ce que les élections puisse désactiver la lutte révolutionnaire des masses, et de mettre fin à la lutte par un "compromis" avec les dirigeants "des secteurs sociaux". Ce n'est qu'un nouveau piège, comme a été la démission de Sánchez de Lozada en octobre 2003. Pour qu'il n'y ait pas de doute sur cet objectif, les premières déclarations de Rodriguez après son investiture ont été celle-ci : *"Je demanderai une trêve, un espace de paix qui nous permet de nous donner la main ; nous devons résoudre le problème de milliers de mères qui n'ont pas de lait pour leurs enfants, qui n'ont pas de gaz pour cuisiner, et aussi les problèmes de milliers de citoyens sur les routes"* (El Diario

10/6/5). Rodriguez obtiendra-t-il cet objectif ? Voilà une question qui n'a pas encore de réponse, surtout en Bolivie.

Les directions, derrière les masses

Tout comme dans le processus qui a mené à la chute de Sánchez de Lozada, les principales directions de masses ont fait des efforts pour que la lutte n'avance pas et ne s'unifie pas vers la prise du pouvoir. Initialement, Evo Morales a appelé à des mobilisations très contrôlées pour la convocation de l'Assemblée Constituante et, ensuite, il a clairement soutenu la politique de Mesa et de l'Eglise, pour des élections présidentielles anticipées. Son intention est très claire, démonter la lutte par le biais des élections et des institutions bourgeoises et, ainsi, arriver à la présidence du pays par des "voies légales". Avec cela, il refuse jusqu'à présent de soutenir la revendication de la nationalisation des hydrocarbures, quoiqu'il reconnaisse publiquement que sa base la soutienne.

De leur côté, Jaime Solares et la direction de la COB ont été obligés d'assumer l'exigence de la nationalisation et, par la pression des travailleurs, de se mettre à la tête des mobilisations. En même temps, Solares a appelé l'Armée à orchestrer un coup d'Etat militaire nationaliste au style de Chávez, comme la seule issue possible pour le pays ; une proposition qui a reçu de nombreuses répudiations dans la COB elle-même. Maintenant, il s'est placé plus à "gauche" que Morales. Selon le journal *La Razón* (10/6/5), "*Solares ne reconnaît pas le Gouvernement actuel ni ceux qui pourraient venir et a dit mercredi que le gouvernement qui s'est formé dans la cité de El Alto est parallèle à celui qui existe actuellement et que des actions semblables étaient en préparation dans d'autres régions du pays.*" Toutefois, au-delà du ton "révolutionnaire" de ses paroles, Solares a de nouveau insisté sur le fait que c'est l'Armée qui doit conduire le processus, en exprimant que les masses "*seront au gouvernement quand les militaires diront que le peuple a le dernier mot*" (*La Razón*, 10/6/5).

Il est évident que les deux dirigeants promeuvent des projets non seulement différents mais opposés, et qu'ils se sont presque agressés physiquement lors d'une rencontre. Mais, par la "voie légale" ou par la "voie militaire", les deux coïncident dans leur intention de liquéfier la lutte indépendante des travailleurs et des masses, en les attachant à une quelconque issue bourgeoise.

De leur côté, les dirigeants de la ville de El Alto, véritable épicerie du processus révolutionnaire bolivien, ont déjà commencé à reconnaître de fait Rodriguez, même s'ils affirment qu'ils continueront avec les mobilisations et la formation d'une Assemblée Populaire de El Alto. Le secrétaire exécutif de la COR (Centrale Ouvrière Régionale), Edgar Patana, a indiqué que les protestations dans la cité de El Alto deviendront plus radicales jusqu'à ce que Rodriguez se prononce sur leur revendication (la récupération des hydrocarbures) : "*S'il a des propositions sur nos revendications, nous les écouterons avec attention, sinon, nous continuerons à radicaliser nos manifestations.*" (*La Razón*, 10/6/5). De son côté, le dirigeant de la FeJuVe de El Alto, Abel Mamani, a été encore plus loin : "*Je veux être plus responsable que certains dirigeants. Ce n'est pas une révolution qui est en gestation à El Alto.*"

Qui doit gouverner la Bolivie ?

Au cours de la semaine de la "crise révolutionnaire", les masses en lutte ont franchi tous les obstacles et ont obligé leurs dirigeants à aller au-delà de leurs intentions. Le 6 juin, par exemple, des centaines de milliers de travailleurs, de paysans et d'étudiants ont occupé La Paz et ont effectué un gigantesque conseil municipal ouvrier et populaire, avec la présence de la COB, des mineurs, des organisations combattives de El Alto et des fédérations paysannes. Cette pression gigantesque a obligé les dirigeants à proposer l'installation d'une "*Grande Assemblée Nationale et Populaire*" et de "*forger un nouveau gouvernement du peuple qui remplace le vide de pouvoir (...) sous le mot d'ordre de la nationalisation des hydrocarbures*".

Bien que, pour les dirigeants, cet appel fut rhétorique, ce n'était pas le cas pour les masses. Celles-ci ont de nouveau démontré qu'elles sont capables de contrôler le pays, et elles ont aussi montré le chemin pour nationaliser le pétrole et le gaz, avec l'occupation des installations d'hydrocarbures. De fait, dans El Alto, ce pouvoir des masses existe de façon organisée. Avec leurs actions, elles commençaient à répondre à la question de savoir qui doit gouverner la Bolivie et avec quelle politique. Mais une fois encore, les dirigeants sont parvenus à les maintenir "aux portes du pouvoir". Nous répétons la question : Eduardo Rodriguez et la bourgeoisie bolivienne, vont-ils pouvoir calmer la situation ? La réponse ne viendra que dans les prochains jours. Mais même s'ils ont obtenu un peu de répit en appelant aux élections, les masses boliviennes sont bien loin d'avoir été mises en échec. Le problème de qui doit gouverner le pays ne sera que remis à plus tard et se posera probablement de nouveau dans un futur proche.

Pour rompre le "cercle récurrent", le problème clef est encore celui de la construction d'une direction révolutionnaire des masses disposée à aller jusqu'au bout de cette lutte. Cela commence d'abord par ne placer aucun espoir dans le gouvernement de Rodriguez et par promouvoir à fond la lutte contre celui-ci. C'est une tâche qui peut trouver un soutien dans des faits très positifs, comme l'organisation ouvrière et populaire qui existe dans El Alto et d'autres lieux du pays, et l'expérience extrêmement riche des masses dans ce processus. Il faut exiger des dirigeants de la COB et de El Alto de ne pas en rester seulement aux belles paroles, de maintenir l'organisation ouvrière et populaire et de la propulser vers le pouvoir ouvrier et populaire.

L'alternative de la Bolivie reste toujours : des gouvernements (civils ou militaires) de complaisance coloniale, ou un gouvernement des travailleurs et du peuple. Comme a dit le MST dans sa proposition : un gouvernement qui, avec la COB à la tête, "*nationalise les hydrocarbures sans indemnisation (...) cesse de payer la dette externe, cède la terre aux paysans, rompt avec le FMI et convoque à une Constituante démocratique qui approuve ces mesures*". La LIT-QI (Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale) et sa section bolivienne, le MST (Mouvement Socialiste des Travailleurs) consacrent tous leurs efforts à cette tâche.



Table des matières

La crise énergétique et les projets de colonisation impérialistes.	2	
Le rôle du Brésil	2	
Santa Cruz de la Sierra : une autonomie réactionnaire et pro-impérialiste		3
La lutte des masses et la trahison des directions	6	
Les gouvernements de front populaire.....	6	
La question de l'Assemblée Constituante	7	
La "crise révolutionnaire"	8	
Les directions, derrière les masses.....	9	
Qui doit gouverner la Bolivie ?.....	9	